

Le Brun, Bénédicte, Ms, Acad, Sociology, France : *L'argent comme opérateur entre l'individu et la société -Une réflexion sur l'influence des classements sociaux dans les relations économiques*[Fr]
Money as operator between individual and society: a reflexion on the influence of the social classifications on economic relations[En] *El dinero como operador de las relaciones humanas* [Es]
[B3]

Bénédicte Le Brun

Chercheuse en sciences sociales, prépare un doctorat de sociologie fiscale

Vous pouvez m'adresser tous vos commentaires ou questions à:

You can send any comments or questions to:

Pueden enviar sus comentarios y cuestiones a:

lebrunb@gmail.com

Résumé : En se basant sur une étude sociologique de l'argent de la démocratie, ce papier propose une théorie des relations économiques et monétaires du point de vue de l'appartenance politique et des stratégies identitaires. La démonstration appuiera l'idée que l'argent est opérateur des relations sociales et un des moyens du jeu humain de l'individuation et de la socialisation ; les modalités de circulation de l'argent étant induites par les classements sociaux dominants.

Introduction :

Rappelons tout d'abord un axiome de base de cette analyse : les relations économiques sont des relations humaines. Si cette définition est facile à entendre et ne choque pas la logique, elle est parfois difficile à maintenir dans les analyses tant les discours économistes sont puissants. Ces discours dominants tendent en effet à imposer l'idée maintenant très enracinée que l'économie ne s'explique que par l'économie. Les études sociologiques sont souvent bloquées par l'idée que l'argent corrompt tout. Dans cette conception des relations économiques, les relations humaines sont foncièrement biaisées et régulées par un intérêt défini par la recherche de profit individuel. Les théories sociologiques et anthropologiques n'ont pas échappé à la puissance de cette exclusion du champ économique. En effet, il n'est pas rare de lire que l'argent, fongible et vicieux transforme tout être humain en une personne mue par la théorie du choix rationnel. Il est sous-entendu qu'en dehors de la monétisation, cette même personne aurait agi selon des règles sociales qu'aurait pu analyser l'anthropologie. Les relations sociales sont alors considérées comme une survivance des temps heureux où l'argent ne régulait pas le monde. Pourtant, en faisant l'effort de dépasser ce clivage trop strict entre un monde idéal sans argent et un monde pourri par lui, il est possible d'admettre que l'argent n'a pas inventé la recherche de profit, ni l'égoïsme. L'argent a été un des moyens pour certains groupes humains de se hisser à une position dominante et de maintenir un ordre. Aussi, il nous semble qu'une sociologie économique doit reprendre les cadres théoriques de l'analyse des classements sociaux de manière à déconstruire le jeu social cruel de la domination.

Dans cette présentation, nous exposerons une théorie des relations économiques fondée sur une analyse du financement des institutions décentralisées en France mettant en relation citoyenneté et fiscalité. La décentralisation des finances publiques françaises nous en apprend beaucoup sur la construction de l'appartenance territoriale et de sa capacité à délimiter des « nous » en se servant des relations monétaires. Les modalités de financement des territoires décentralisés n'échappent pas à la complexité et aux enjeux politiques de l'indépendance financière. Dans un contexte d'échelles des lieux de décisions politiques, l'étude de la circulation de l'argent renseigne sur l'organisation politique. L'obligation de payer l'impôt est aussi une obligation de contribuer à une institution. Dans le même temps, les prélèvements obligatoires sont le résultat du jeu démocratique et de l'évolution de la place des différents territoires. La fiscalité française est complexe, les institutions sont financées par différentes taxes (*tax mix*) qui n'ont pas les mêmes rôles, ne mobilisent pas les mêmes fonds, ni ne font payer les mêmes personnes. Si c'est au niveau de l'Etat que les finances publiques sont centralisées, d'autres institutions exercent la puissance publique et sont dotées d'une fiscalité. La théorisation de ces mouvements d'argent peut être élargie aux autres mouvements financiers.

Cette étude s'inscrit au croisement de plusieurs disciplines : la sociologie, l'anthropologie, la science politique, le droit fiscal, l'aménagement du territoire, la géographie sociale, l'économie politique, l'économie locale. Cette liste est beaucoup trop longue ; personne ne pourrait prétendre les utiliser toutes sans faire des lacunes énormes dans chacune des disciplines. Le questionnement de départ s'inscrit dans les traditions de l'anthropologie et de la sociologie. Toutefois, le questionnement ne saurait s'arrêter là car la définition du champ de la sociologie a tendance à diminuer au fur et à mesure que l'on délimite, affine et revendique ses particularités. Or la sociologie ne peut se limiter, puisque toute la vie de l'humanité est sociale. Aussi l'interdisciplinarité est parfois un effet d'annonce, en réalité il n'est guère possible de faire autrement lorsque l'on cherche à étudier un domaine. L'étude des relations économiques est largement dominée par les approches du droit et de l'économie souvent

limités par la théorie du choix rationnel. Il n'y a aucune place ici pour la théorie des acteurs eux-mêmes, c'est-à-dire comment eux envisagent ce domaine. Les outils théoriques et méthodologiques de la sociologie permettent un regard sociétal, à la fois plus synthétique des processus de représentation et plus ouvert à des réalités que le droit ou l'économie ne peuvent appréhender.

Il ne s'agit nullement d'éluder les analyses déjà existantes ou de les invalider mais au contraire de proposer un regard croisé supplémentaire qui éclaire de nouveaux pans du domaine. « En principe, il n'y a pas de frontière entre la science politique, la sociologie et l'anthropologie ; en réalité, les chercheurs sur le terrain utilisant simultanément les trois disciplines sont rares. En principe, les groupes sociaux n'ont pas d'existence substantielle, en réalité, les chercheurs finissent toujours par oublier que l'existence des groupes est relationnelle. » Nous rappelle J. Favret-Saada¹. Essayons de respecter ce conseil même si la tâche est délicate. En partant de l'analyse de l'utilisation de l'argent comme opérateur social, les mécanismes des classements sociaux nous éclairent sur les modalités de sa manipulation.

1_ L'argent comme opérateur social

L'argent ne fait pas le bonheur, mais il fait le pouvoir. Ce pouvoir s'exerce de deux manières. Pour n'importe quelle personne vivant dans une économie de marché, l'argent est à la fois le pouvoir de l'indépendance qui marque le passage à l'âge adulte et le pouvoir d'échanger avec les autres, d'être avec eux. Il faut bien sûr ajouter à cela les mécanismes de classement sociaux avec leur stigmatisations qui vont venir atténuer l'importance d'une personne, nier son caractère adulte par une infantilisation, ou au contraire augmenter son prestige même s'il a peu d'argent. Dès que l'on pose cela, l'infini diversité des situations impose de rétablir des nuances : la quantité d'argent nécessaire à l'indépendance n'est pas la même partout. Rajoutons aussi la question de la qualité de l'argent, vient-il de l'aide sociale, d'un revenu du travail? Ceci n'est pas l'objet de l'étude. Retenons ici le principe : un adulte doit pouvoir avoir suffisamment d'argent pour acheter son indépendance. Argent, pouvoir, liberté : associations que nous traduisons ici par indépendance.

Dans la théorie psychanalytique, l'argent est renvoyé au stade anal : où l'on fait une différence entre le contenu et le contenant. Où l'on apprend à laisser passer, à donner ce qui vient de soi et qui n'est pas soi. C'est aussi un apprentissage de l'altérité, de l'extérieur de soi. Donner, laisser passer et faire la différence entre soi et l'extérieur. L'argent est ce qui vient de moi et qui n'est pas moi. L'argent vient me grossir et à la fois me permet d'échanger avec les autres. Dans les groupes humains, l'argent sert à définir ce qui est le « nous » et ce qui est le « eux ». Alors ce n'est plus seulement l'argent mais aussi d'autres stratégies identitaires qui sont en jeu. En effet, si « l'argent est le nerf de la guerre », c'est parce que les modalités de circulation participent de la stratégie identitaire d'un groupe. Ex : le marché commun européen, ALE... et de ses relations avec les autres groupes. Et parce que l'argent est un échange, une circulation, il faut être au moins deux ; cela suppose d'avoir défini, forçât l'un et l'autre. Les échanges commerciaux entre deux personnes sont des échanges de richesses, de ce que l'on possède, qui vient nous grossir, nous rendre important pour les autres. Ainsi, l'argent est un « opérateur psychosocial : son introduction dans l'espace du sujet comme représentant intermédiaire entre lui et les autres, lui et lui-même, lui et l'objet, en fait un instrument privilégié d'expression et de construction que le sujet manie au cours des étapes de sa vie, et par lequel il se signifie. A travers ce maniement, il est en même temps induit à s'inscrire dans un système social et à y négocier sa place. »² L'argent est un de ces échanges qui montrent et forment l'appartenance. Parce qu'il est concret, il est possibles d'établir une sociogenèse des règles, d'établir une comparaison entre les règles et les pratiques effectives. Ce qu'il est plus difficile de faire avec d'autres types d'échanges plus invisibles comme l'échange d'idées, par exemple. En étudiant les mouvements d'argent, il est possible d'accéder aux idées et aux théories qui viennent légitimer et fonder les règles économiques. Refuser l'argent, le garder ou s'octroyer le pouvoir de distribuer l'argent à certaines personnes est un des effets immédiats des classements sociaux qui ont pour but de maintenir un ordre social.

A partir de cette analyse de l'argent comme opérateur de l'appartenance à un groupe humain, il nous faut maintenant aller voir du côté de la fabrication des classements sociaux pour comprendre les modalités de sa circulation ou de sa non circulation.

2_ Identité et appartenance entre individuation et socialisation

L'appartenance est souvent associée à l'identité. Cependant, ce concept est difficile à manipuler ; définir une identité revient à délimiter ce qui est et ce qui n'est pas, à clôturer un ensemble, c'est-à-dire à le fermer aux autres. Aussi, les études qui consistent à construire des typologies courent le risque de contribuer, même malgré elles, à faire des classements sociaux. Si définir des typologies d'usagers des transports peut aider

¹ FAVRET-SAADA Jeanne, Algérie 1962-1964, Essai d'anthropologie politique, Saint-Denis : Bouchene, 2005, 117 p.

² BOUILLOUD Jean-Philippe et GUIENNE Véronique (Dir.), *Question d'argent*, Lonrai : Desclée de Brouwer, 1999, 185 p.

les politiques de la ville à être plus pertinentes, il est inopérant en sociologie de reprendre un classement social existant telle que l'identité nationale ou l'identité régionale. Etudier les échanges (ici, d'argent) entre les humains plutôt que le résultat de l'échange permet de ne pas durcir des groupes ou en former d'autres, mais de se représenter ce qui construit les durcissements.

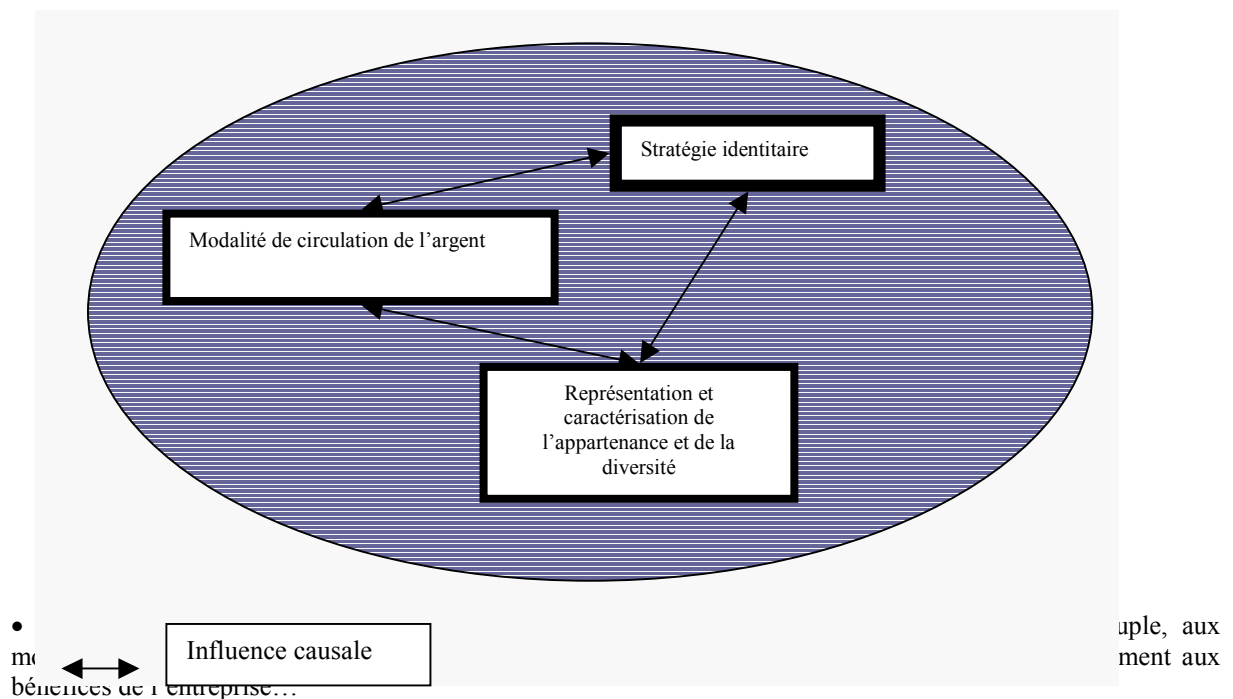
L'appartenance n'est pas seulement un sentiment, elle est aussi une donnée objective. Chacun appartient à un groupe selon des catégories définies dans le groupe dans lequel il évolue. Ainsi, pour P.-J. Simon, les types de classements sociaux les plus traditionnellement mis en œuvre sont :

- _ La classe d'âge;
- _ Le genre ;
- _ La place dans l'appareil de production ;
- _ L'appartenance ethnique ;

Ces nomenclatures sont appliquées de plusieurs manières comme nous le verrons plus loin. Nous effectuons ces classements sans même y penser, nous en prenons conscience parfois, quand le tri est plus difficile, comme pour une personne androgyne. Ces différences et leurs délimitations peuvent largement évoluer, et il serait possible d'en rajouter une infinité selon les époques, les lieux, les expériences personnelles de chacun.

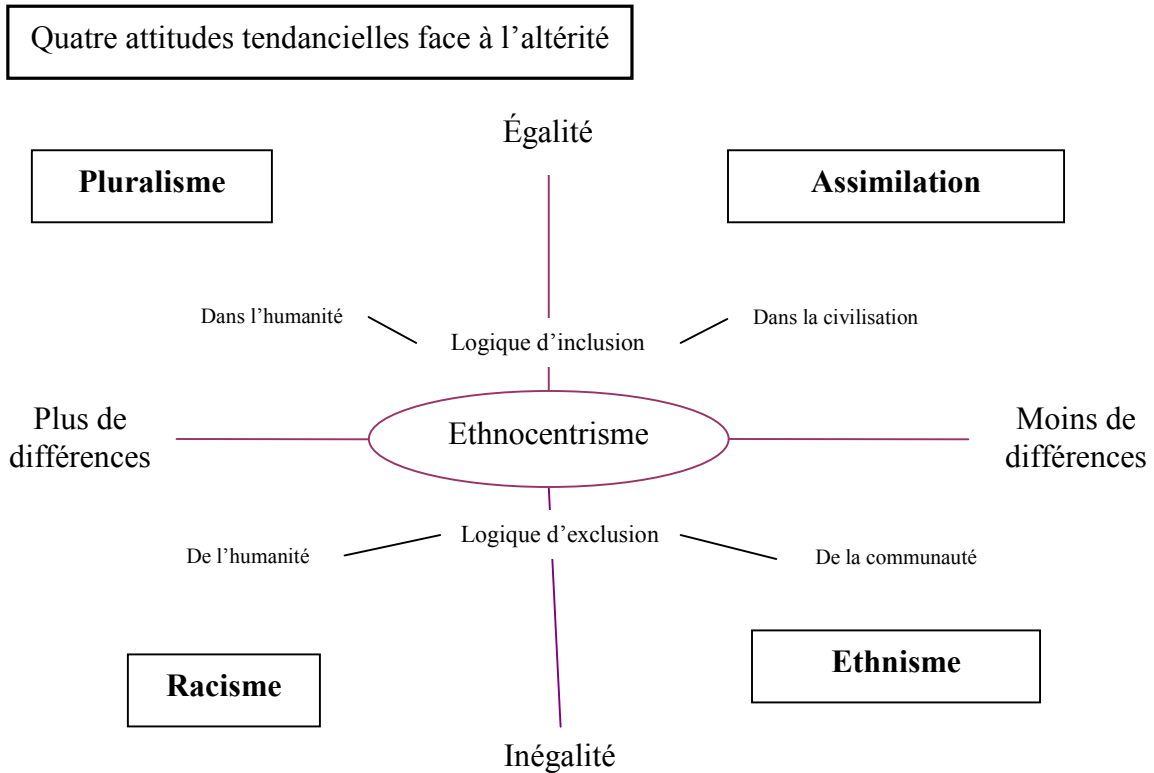
Les stratégies identitaires n'interviennent pas forcément dans le même temps que l'appartenance, il est possible que l'identité vienne après, pour s'arranger avec une appartenance imposée par un classement social ; ou qu'elle vienne avant, pour légitimer une institution, son appareil administratif, ses décisions politiques, etc. Cette manière d'envisager le problème oblige à prendre en compte le caractère obligatoire de l'appartenance ; payer un impôt, acheter un bien quelconque, est participer, même sans le vouloir à une action collective. L'appartenance est parfois analysée par les sentiments qu'elle procure. Là encore, le sentiment national, ou régional, ou plus largement les solidarités de groupe ne sont pas toujours mobilisés en même temps que l'appartenance objective.

Il est possible de construire une carte conceptuelle de ce cadre théorique.



• Au niveau géopolitique : du protectionnisme des pays du nord, aux prix des brevets de médicaments. Pourtant les classements sociaux ne sont pas mauvais en eux-mêmes, on l'a vu, les humains ont besoin de se différencier des autres. Je ne suis pas un autre. Je différencie donc dans mon entourage d'autres personnes en fonction de mes relations avec eux. Ces relations sont issues d'un apprentissage de l'altérité.

P.-J. Simon propose d'établir quatre grandes tendances de compréhension de l'altérité. Rappelons toutefois que ce schéma est purement théorique, c'est une simplification énorme de la réalité. Les quatre attitudes tendanciennes n'existent pas dans la réalité, il s'agit d'un idéaltype à la manière de Max Weber. L'exercice consiste ici à positionner les attitudes pour mieux les analyser.



L'ethnocentrisme n'est pas entièrement négatif, c'est une autoréférence et une auto préférence. Aucun groupe ne peut survivre sans cette auto préférence. On ne peut comprendre les autres cultures que par rapport à la sienne. Quand une culture devient trop difficile à revendiquer, elle est abandonnée au profit d'une culture dominante et le groupe est redistribué. Cependant si l'ethnocentrisme est nécessaire pour expliquer les nationalismes, il n'est pas suffisant pour expliquer des conduites agressives.

En bas du schéma, sont positionnées les logiques d'exclusions. L'ethnisme est un ethnocentrisme exacerbé, pour des raisons économiques, politiques. On cherche l'homogénéité des normes culturelles. L'agressivité se tourne vers les différences culturelles en tant qu'elles sont différentes de la culture dominante. Il faut des habits « normaux », de la cuisine « normale », etc. L'agressivité peut disparaître quand la différence culturelle disparaît. Mais ce n'est pas une hostilité moindre que le racisme. Ce qui est marqué chez l'autre est une différence, une infériorité, une infériorité parce qu'il y a différence. La différence n'est pas éternisée dans une nature, politique de conversion, d'assimilation : la frontière s'efface entre eux et nous. Mais ça n'est pas une forme atténuée du racisme.

Les attitudes racistes tendent à absolutiser la différence entre les groupes. Les races peuvent être fabriquées en se passant de différence physique ou de référence biologique comme pour la création de la race juive. Dans ce cas, il y a une essentialisation de la culture car le discours biologique est moins crédible, l'argument devient culturel ou psychologique. Les traits culturels sont, pour le raciste, hérités par le sang. L'essence de la race se transmet par la culture. Ce qui importe pour les racistes, c'est de mettre une barrière infranchissable entre les peuples.

Les racistes ne détestent pas la différence, ils ne détestent pas les racisés qui restent à leur place et restent chez eux. Mais les races sont créées s'il n'y a plus de différences, ce fut le cas lorsque l'on a maintenu dans l'esclavage des gens baptisés qui devenaient des enfants de Dieu comme les autres pour l'Eglise. C'est un anti assimilationnisme, un indigène ne peut pas devenir l'égal d'un colon. Le métissage est alors un franchissement de la frontière, ceux qui ont un sang impur seront du côté des dominés. Il y a une obsession à l'égard de tout mélange, pour maintenir les barrières.

Du côté des logiques d'inclusion, l'assimilation revient à faire un ethnocide, on ne tue pas physiquement, mais on cherche à tuer la différence ; cette attitude est très proche de l'exclusion. La logique est l'inclusion dans la civilisation comme une tâche humanitaire. Les différences culturelles sont considérées comme superficielles et on peut les corriger par l'éducation. Il y a une seule nature humaine. Les plus retardés sont amenés à évoluer vers un progrès. Cet évolutionnisme est un autre terme pour dire le progrès. La diversité est amenée à disparaître. C'est le rêve de l'universalisme abstrait où l'humanité devient une et identique à elle-même avec une culture, tous la même langue, les mêmes mœurs. Les politiques d'immigration, comme celles de développement économiques, mues par cette logique cherchent l'intégration par l'assimilation avec l'idée que l'égalité peut être atteinte par la disparition des différences. Les émigrés le font de bonne volonté car ils peuvent s'élever à une

culture réputée plus haute ; quant aux modèles économiques dominants, leur universalité est revendiquée en omettant que l'argent n'est qu'un instrument du social. L'école devient un instrument pour assimiler les enfants, il y a égalitarisation parce que similaritarisation. Or, en France, l'intégration par l'assimilation pour effacer les inégalités est devenue moins évidente. L'effacement de la différence dans la fusion est un leurre.

Le pluralisme est une logique d'inclusion mais pas au prix de la disparition des différences. On cesse de considérer la pluralité comme une malédiction ou une aberration. C'est un humanisme dénié où l'on admet que l'« homme » n'existe pas mais il existe des singularisations particulières. L'humanité est toujours diverse et la commune humanité se réalise sous des formes toujours variées. C'est une attitude de relativisme culturel, tolérance active. Cette attitude est la condition de l'égalité dans le partage. C'est aussi l'attitude la plus opposée à l'ethnocentrisme puisqu'il y a une reconnaissance de la normalité de la différence.

Il y a une grande proximité des attitudes entre elles ; le mouvement de revendication d'un groupe stigmatisé peut dériver vers un enfermement communautaire et aller vers une attitude raciste. Le politiquement correct n'échappe pas à cette difficulté de dosage.

Ethnocentrisme peut ainsi se décliner en une infinité d'attitudes où chaque personne piochera parfois de manière peu cohérente en apparence. L'ethnisme, ethnocentrisme exacerbé, qui pousse jusqu'à la haine de l'autre ; le racisme qui absolutise la différence ; l'assimilationnisme, ethnocentrisme sublimé, ma civilisation est « la » civilisation ; le pluralisme, ethnocentrisme délibérément contrarié.

L'ethnocentrisme mène à des conduites d'évitement. Pour les conduites agressives, il faut ajouter quelque chose, un seuil au-delà duquel il y a domination d'un groupe humain sur un autre. L'inégalité permet à un groupe d'exercer son agressivité. Aussi, il convient de rajouter une dimension transversale de la construction de l'altérité : la culture de la suprématie.

Sophie Bessis³ démontre qu'une culture de la suprématie traverse l'histoire des relations de l'Occident avec « les autres ». Cette culture de la suprématie qui pollue les relations humaines peut être déclinée : Suprématie des humains sur la nature, suprématie des hommes sur les femmes, suprématie des riches sur les pauvres, des valides sur les handicapés... On peut passer en revue la longue liste des stigmatisations et on revient sur les caractérisations de la différence. Stigmatisation de groupe dont il est très difficile de se défaire, et nombres de travaux en sciences sociales cherchent à définir, à clôturer des identités, du monde rural, du citoyen breton, de l'Union européenne. Finalement sans voir qu'ils font le jeu de la légitimation de ces groupes et des stratégies de pouvoirs des dominants de ces groupes. Les politiques, les directeurs marketings, les managers, tous ceux qui ont un intérêt dans le maintien d'un ordre social favorable ne manquent pas de reprendre ces définitions pour asseoir la légitimité de leur domination.

Conclusion : vers un déniement des relations humaines

Finalement, on observe que chacun a besoin d'appartenir et de se différencier. C'est une vision non pas désenchantée du monde mais déniée, où l'on admet l'altérité comme une caractéristique humaine fondamentale. Pour appartenir à un groupe humain, il faut pouvoir se différencier des autres groupes et des autres membres du groupe. Mais pas trop, sinon, on est exclu. C'est tout le jeu subtil de la socialisation et de l'individuation. Il est cependant douloureux d'être enfermé dans un territoire, une identité clôturée. Nul ne sait quelles sont les réelles différences entre les personnes. Mais l'œil humain différencie car il a une conscience de soi. Les groupes humains se construisent sur ces caractérisations de la différence. Cultiver une suprématie qui s'apparente à une déification⁴ de certains groupes, bloque le développement de l'individuation et de la socialisation d'autres groupes qui sont infantilisés. Il y a une appropriation des richesses par certains groupes humains. Le jeu cruel des dominations consiste à différencier ceux qui seront dans « le carré V.I.P. » et ceux qui n'y seront pas.

Dans ce cadre le libéralisme n'existe pas, en tout cas pas selon sa définition officielle, il ne s'agit nullement de liberté, de laisser circuler librement, mais d'élaborer un ordre social profitable à certains groupes humains. La liberté n'est pas un concept opérant dans l'analyse des échanges économiques, mais fait parti de l'appareil idéologique de légitimation et de maintien de l'ordre, de la même manière que les concepts s'attachant à définir des identités. Aussi, à chaque fois que sont utilisés des termes comme identité, particularisme... il faudrait les remplacer par celui de stratégie identitaire. Stratégie étant un terme militaire pour l'organisation d'une offensive, il traduit mieux les processus sociaux en jeu. Et l'on peut alors se demander qui mène cette offensive, contre qui et pourquoi. Inscrire les relations économiques dans le champ du social permet d'accéder aux ressorts de leurs fonctionnements. Les analyses des classements sociaux permettent elles de comprendre que l'argent est le moyen du jeu de l'individuation / socialisation et de ces dérives.

³ S. BESSIS, *L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie*, Paris, La Découverte, 2001. Réédité en 2002 et 2003

⁴ Voir Omar AKTOUF, colloque PEKEA 2005

Références

- BADIE Bertrand & BIRENBAUM Pierre, *Sociologie de l'État*, Paris : Grasset (coll. « Pluriel »), 1991 (première ed.1979), 238 p.
- BAYART Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris : Fayard, 1996, 307 p.
- HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris : Presses Universitaires de France, 1950, 170 p.
- NOIRIEL Gérard, *Etat, nation et immigration, vers une histoire du pouvoir*, Paris : Belin (coll. « Socio-histoire »), 2001.
- SIMON Pierre-Jean, *La Bretonnité, une ethnicité problématique*, Rennes : Terre de Brume édition/P.U.R., 1999, 209 p.
- ZELIZER Viviana., *La signification sociale de l'argent*, Paris : Seuil (Liber), 2005, 348 p.